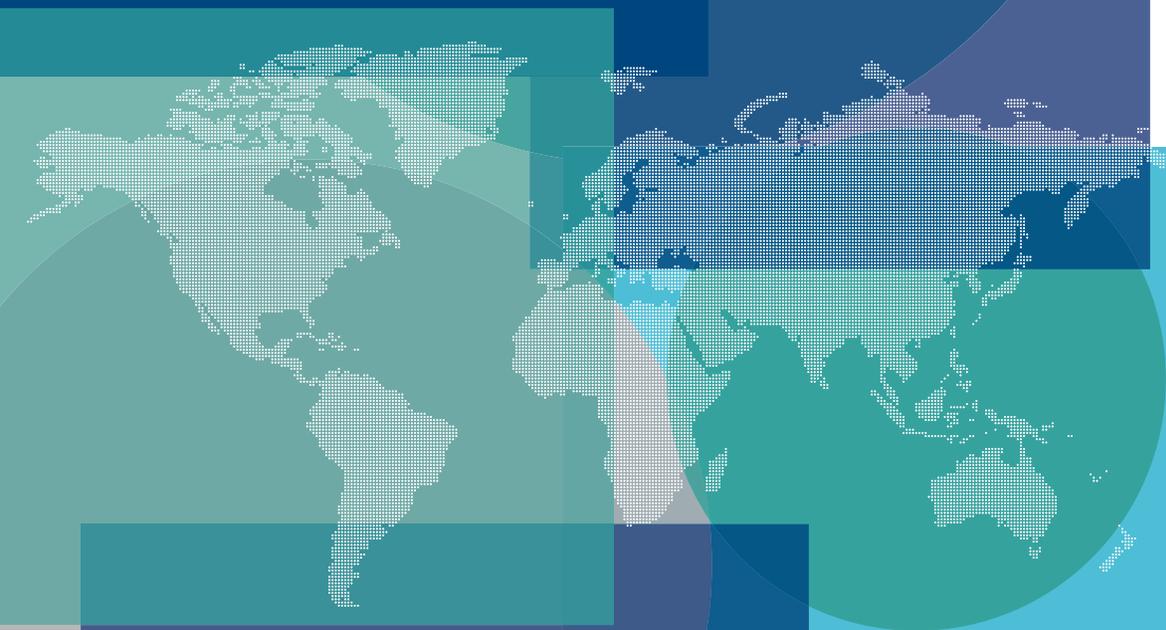


RAPPORT D'ACTIVITÉS 2012



INTERNATIONAL COUNCIL OF MUSEUMS
CONSEIL INTERNATIONAL DES MUSEES
CONSEJO INTERNACIONAL DE MUSEOS

ÉDITORIAL



© Thomas Bruns

Je me réjouis de constater qu'en 2012, la dynamique d'ensemble de l'ICOM s'est poursuivie dans l'esprit du Plan Stratégique 2011-2013, avec des réalisations concrètes à tous les niveaux.

Forte de 30 624 membres actifs en 2012 (ce qui représente une augmentation de 3,7 % par rapport à l'année précédente), l'organisation accompagne avec succès les professionnels de musées, et a consolidé et renouvelé les services qui leur sont proposés, qu'il s'agisse de conférences, colloques et séminaires, de magazines et publications scientifiques ou bien d'outils de partage d'informations destinés à accroître l'expertise des professionnels de musées du monde entier. La forte augmentation du nombre d'institutions membres (+8,4 %) montre d'ailleurs l'intérêt que portent les musées aux activités et services proposés par l'ICOM et par ses comités.

L'organisation est présente dans 136 pays et poursuit ainsi sa politique en faveur d'une inclusion accrue. La Journée internationale des musées, qui a fêté en 2012 ses 35 ans, est l'un des témoins forts de cette inclusion : avec 32 000 musées participants

dans 129 pays du monde en 2012, cet événement rassemble la communauté muséale internationale de manière festive et cherche à sensibiliser le public aux défis auxquels sont confrontés les musées dans le monde actuel.

Pour aider les musées à répondre à ces défis, l'ICOM fournit à ses membres divers outils pratiques. La publication de la *Liste rouge d'urgence des biens culturels égyptiens en péril* en 2012 a ainsi répondu au besoin de renforcer la lutte contre le trafic illicite de biens culturels. L'ICOM a également suivi la situation des institutions patrimoniales en situation d'urgence, notamment en Syrie et au Mali et continue de soutenir les musées en difficulté.

De plus en 2012, les Comités internationaux de l'ICOM ont organisé de nombreuses rencontres professionnelles, qui ont eu lieu aux quatre coins du monde. Que ce soit en Tunisie, en Namibie, en Australie, au Canada, en Arménie, ou en Finlande, les Comités internationaux ont montré leur formidable vivacité, leur expertise et leur réactivité par rapport aux enjeux actuels du monde muséal.

En parcourant ce rapport, vous pouvez vous rendre compte du chemin parcouru et des projets amorcés en 2012 et qui seront poursuivis en 2013. Ce rapport réunit également des informations sur les activités des comités de l'ICOM, que je remercie chaleureusement pour leur travail et leur implication.

Je vous souhaite à tous une très bonne lecture.

Hans-Martin Hinz, Président de l'ICOM

Rédaction

Conseil International des Musées (ICOM)

Maison de l'UNESCO

1, rue Miollis

75732 Paris Cedex 15, France

Graphisme

Agnès Quemper

Email : secretariat@icom.museum

Tel. : +33 (0)1 47 34 05 00

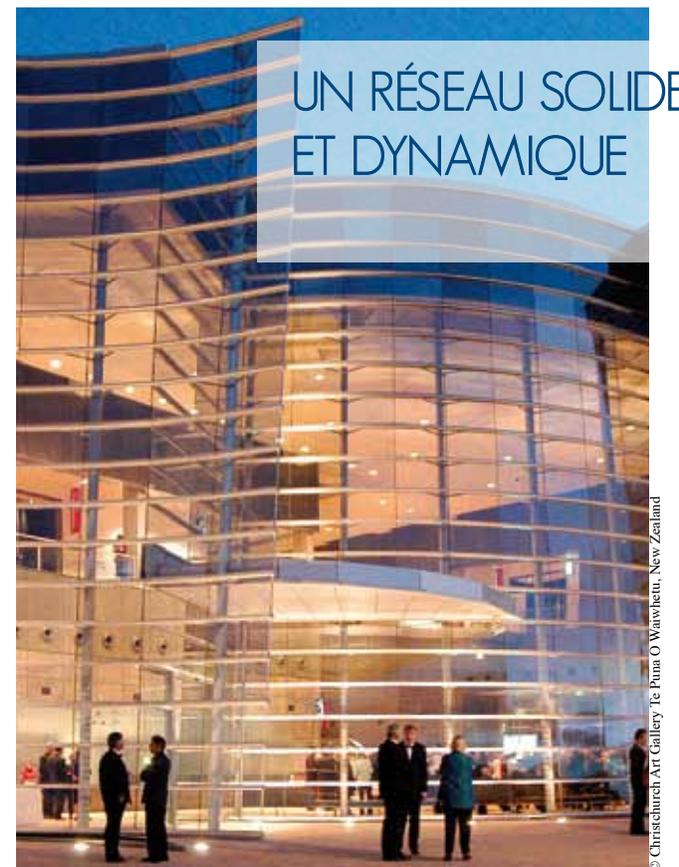
Fax : +33 (0)1 43 06 78 62

Internet : <http://icom.museum>

Actualités: <http://inside.icom.museum>

SOMMAIRE

Éditorial.....	3
Sommaire.....	4
Un réseau solide et dynamique.....	5
Développer l'expertise dans le secteur des musées et du patrimoine.....	10
Consolider la position mondiale de l'ICOM en tant que leader dans le secteur du patrimoine.....	16
Situations d'urgence.....	20
Développer et gérer les ressources.....	22
Principales données financières pour 2012.....	25



SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ORGANISATION

Financer des projets de grande valeur

Conformément aux objectifs du Plan stratégique de l'ICOM visant à encourager l'inclusion, la diversité et la participation des membres, le programme Soutien au réseau a réitéré son aide financière aux Comités et aux Alliances régionales afin qu'ils mènent à bien divers projets et activités. En 2012, ce financement a représenté environ 15 % du budget annuel de l'ICOM. La Commission d'Examen d'Allocation Stratégique de l'ICOM (SAREC) se réunit une fois par an pour examiner la recevabilité des demandes de subventions conformément au Plan stratégique de l'organisation.

Le fonds Projets spéciaux fait partie intégrante de ce programme de soutien. En 2012,

10 Comités nationaux, cinq Comités internationaux et une Alliance régionale ont bénéficié de ce programme, pour un montant total de 52 943 euros, qui leur a permis de mettre en œuvre des projets, comme des réunions, des groupes de travail et des séminaires, ainsi que la réalisation de publications et de projets numériques.

À travers ces différents projets, les Comités ont mené des actions importantes en vue de diffuser les connaissances et l'expertise de l'ICOM au niveau local, régional et international. Ainsi, DEMHIST (demeures historiques-musées), aux côtés de trois Groupes de travail d'ICOM-CC (conservation), a organisé une conférence commune à Los Angeles sur le thème

L'artefact, son contexte et sa narration : la conservation multidisciplinaire au sein des demeures historiques-musées, tandis que COSTUME a publié une brochure en ligne sur le costume, intitulée *Habiller un gamin belge vers 1660*.

Les projets financés ont aussi encouragé la coopération au sein du réseau. Par exemple, le Premier Congrès des Comités nationaux de la Région nord d'ICOM LAC a été organisé par ICOM Guatemala avec la participation d'ICOM Pérou, Mexique, Costa Rica et Chili. Un autre exemple est l'exposition itinérante *Imaginer les Balkans : Identités et Mémoire pendant le long XIX^e siècle*, une initiative soutenue par les musées d'histoire nationale de 11 pays (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Croatie, Grèce, Macédoine, Monténégro, Roumanie, Serbie et Slovénie), avec le soutien d'ICEE (échanges d'expositions) et de l'UNESCO.

Parmi les autres événements d'envergure soutenus par l'ICOM dans le cadre de ce programme, ICOM Malte a organisé une conférence sur *Le contrôle du climat dans les musées – l'approche conviviale*, qui a réuni 110 participants ; ICOM Azerbaïdjan a organisé un atelier régional sur le thème *La collaboration entre la communauté muséale et les institutions gouvernementales concernant le développement du patrimoine culturel immatériel* ; ICOM Géorgie a organisé un atelier sur l'interprétation du patrimoine immatériel ; et ICOM Lettonie a planifié un séminaire international sur la visualisation des textes sur le patrimoine immatériel. Enfin, ICOM Burkina Faso a organisé des activités spéciales pour la Journée internationale des musées, à savoir une journée portes ouvertes au Musée national, des conférences publiques ainsi qu'une journée d'études sur les thèmes *Pratiques déontologiques dans les musées au Burkina Faso*, *Déontologie : cadre et limites de la recherche scientifique au Burkina Faso*, et *le trafic illicite de biens culturels*.

Favoriser l'inclusion

En 2012, le programme de bourses de voyages de l'ICOM a financé 125 bourses, à hauteur de 61 534 €, qui ont permis à des chercheurs professionnels et de jeunes membres d'assister aux conférences. Par exemple, 23 bénéficiaires

issus de 21 pays en développement ont assisté à la Conférence annuelle 2012 de CIMAM (art moderne) grâce au soutien de la Getty Foundation, qui a aussi permis à CIDOC (documentation) d'accueillir 21 boursiers, et à deux jeunes professionnels des pays en développement d'assister à sa conférence à Helsinki. Par ailleurs, ICEE a accordé une bourse à trois jeunes professionnels et quatre professionnels expérimentés ; ICME (ethnographie) a accordé sept bourses à des professionnels africains et européens pour la Conférence 2012 d'ICME en Namibie ; et ICR (musées régionaux) a accordé deux bourses incluant l'inscription à sa conférence annuelle, la nourriture et le logement pour les jeunes membres venus de Croatie et Tanzanie.

Les Comités nationaux de l'ICOM ont aussi offert une assistance financière à leurs membres afin qu'ils puissent assister aux réunions annuelles, groupes de travail et autres événements importants dans les musées. Par exemple, ICOM Barbade, ICOM Colombie, ICOM Moldavie, ICOM Zambie, ICOM Portugal et ICOM Mexique ont accordé des bourses de voyage en 2012 pour la participation aux réunions annuelles des Comités internationaux. ICOM Estonie a alloué quatre bourses d'un montant de 650 € pour la participation aux réunions des Comités internationaux de CIDOC, d'INTERCOM (gestion) et de SIBMAS, la Société internationale des bibliothèques et musées des arts du spectacle. Par ailleurs, ICOM Finlande a accordé un soutien financier à 16 autres membres afin qu'ils puissent assister aux réunions des comités internationaux dans le monde entier, et ICOM Israël a alloué une bourse annuelle d'un montant de 500 à 1 000 dollars.

Par ailleurs, ICOM Allemagne a soutenu la participation inclusive de ses membres en instituant le programme « Soutien pour les jeunes membres lors des réunions des Comités internationaux du programme de l'année 2012 ». ICOM République tchèque a accordé 25 bourses à des membres pour qu'ils participent aux réunions des Comités internationaux de GLASS (verre), MPR (marketing et relations publiques), CIMUSET (sciences et techniques), CIDOC, ICMS (sécurité dans les musées) et COSTUME. Enfin, ICOM Suisse a créé un fonds (3 000 francs suisses) pour soutenir la participation de trois experts lors de conférences internationales.

COMMUNIQUER À TRAVERS LE MONDE

Activités sur Internet

En 2012, sur le site institutionnel de l'ICOM, 1 464 290 pages ont été consultées par des internautes de 217 pays. Le nombre de visites sur le site a augmenté de 50 % entre 2011 et 2012. Le site a été amélioré grâce à une mise à jour fréquente de son contenu et à une maintenance régulière. Treize nouveaux Comités de l'ICOM ont choisi de faire héberger leur site sur la Plateforme de l'ICOM, afin de bénéficier de toutes ses fonctionnalités et d'une assistance technique permanente. Parmi ces comités, citons ICTOP (formation), ICMAH (archéologie et histoire), ICOM Colombie, ICOM Philippines, ICOM Lituanie et ICOM Slovénie, ce qui porte le nombre total de sites de comités hébergés à 32. Dans le cadre d'un projet spécial, ICOM Grèce a aussi créé un nouveau site Internet, qui doit voir le jour en mars 2013 en grec et en anglais.

De nombreux autres Comités de l'ICOM ont rénové leurs sites internet en développant la mise à jour des contenus et en renforçant leurs rubriques et services. Par exemple, ICOM Israël a autorisé ses membres institutionnels à publier des bannières gratuites sur son site, tandis que CIMUSET a développé son site existant en le traduisant en chinois. Le nouveau site de CECA (éducation et action culturelle) a deux principaux objectifs : d'une part, offrir la possibilité à ses membres de télécharger des documents utiles, et de l'autre, permettre à ses membres de se connecter par l'intermédiaire des réseaux sociaux les plus populaires (Twitter, Facebook, LinkedIn, Flickr).

D'autres comités ont fait grand usage des médias sociaux comme moyen de faciliter les échanges entre membres, promouvoir des événements, recueillir des commentaires pendant et après leurs activités. CIPEG (égyptologie), ICOM Autriche, ICOM Costa Rica, ICOM Géorgie et ICOM Mongolie ont tous créé leur profil sur Facebook, ce qui les a aidés à accroître le nombre de leurs membres. Les comités de l'ICOM utilisent aussi d'autres médias pour dialoguer avec leurs membres, dont des blogs et des chaînes vidéo sur Vimeo. Plusieurs travaillent sur de nouveaux projets numériques novateurs. Par exemple, ICTOP développe actuellement un site d'ar-

chives sur Internet afin de présenter l'ensemble de la production du comité au cours des 40 dernières années. Il inclura les anciens bulletins d'actualité, des articles, des actes de colloques, des comptes rendus, etc. La base de données d'UMAC (musées d'universités) contient actuellement 3 106 éléments concernant les musées et les collections de 66 pays ou territoires, tandis que CAMOC (musées des villes) développe actuellement une base de données afin de répertorier les musées de villes : un questionnaire a été soumis à huit de ces musées à titre d'évaluation pilote.

Les bulletins d'actualité des Comités contiennent des annonces de conférence, des comptes rendus, des résumés de projets et des articles originaux permettant aux membres d'échanger des idées et de développer de nouveaux discours sur les questions liées aux musées. ICOM Corée et ICOM Barbade ont publié un bulletin d'information pour la première fois, alors qu'en janvier 2012, CIMAM a lancé *Contemporary Art Museums Watch*, une série de bulletins d'actualité contenant des informations sur les musées et collections en situation critique dans les pays et régions affectés par les crises économiques et politiques mondiales.

Enfin, pour augmenter sa visibilité sur Internet, et pour tenir les membres, les partenaires et tous les professionnels des musées informés sur les événements liés à leur domaine, le blog de l'ICOM, ICOM INSIDE, a été développé en 2012 et sera lancé en 2013. Le blog sera accessible à tous les internautes, dans les trois langues de l'ICOM.

Des outils promotionnels réorganisés

Plusieurs des outils de promotion du réseau ont été réorganisés afin d'assurer une représentation de haute qualité des activités de l'ICOM. Des normes graphiques pour l'utilisation du logo de l'ICOM ont été diffusées, de manière à ce que le logo officiel figure sur tous les documents de l'ICOM.

Les formulaires d'adhésion à l'ICOM ont été harmonisés et modernisés, tandis que des brochures sur les Comités internationaux ont été

envoyées aux Comités nationaux, afin d'encourager l'adhésion de nouveaux membres en facilitant leurs choix. Une brochure institutionnelle a aussi été produite pour promouvoir l'ICOM et son réseau. Les brochures sont disponibles en trois langues pour chaque comité, et peuvent être traduites dans leur propre langue. Un document sur la manière de mettre à profit le réseau pour la promotion des activités a également été envoyé aux comités.

Enfin, deux types de plaquettes promotionnelles (pour les membres individuels et institutionnels) ont été créées dans les trois langues officielles de l'ICOM (anglais, français et espagnol) afin d'inciter les professionnels des musées et les institutions à adhérer à l'ICOM. Ces plaquettes ont ensuite été transmises aux Comités nationaux pour être adaptées à leurs besoins spécifiques. Elles ont été traduites en hollandais, slovène, japonais, portugais et chinois.

Une campagne marketing et presse

En 2012, l'ICOM a lancé une nouvelle stratégie de relations avec la presse à travers une importante couverture médiatique mondiale, dont la publication de la *Liste rouge d'urgence des biens culturels égyptiens en péril*, la Journée internationale des musées, et la restitution de la Tête Nok et d'objets archéologiques péruviens. L'ICOM a aussi élargi sa campagne marketing grâce à une participation renforcée à plusieurs grandes réunions comme la conférence *Communicating the Museum*, qui s'est déroulée du 27 au 29 juin à New York, et la Réunion annuelle 2012 de l'Alliance américaine des Musées (AAM) et MuseumExpo, qui ont eu lieu du 29 avril au 2 mai à Minneapolis-Saint Paul autour du thème *Communauté créative*. La communauté de l'ICOM a été activement impliquée dans la réunion de l'AAM, accueillant plusieurs sessions représentant les musées et les projets de musée dans le monde, comme la réunion commune d'ICMAH, ICR et ICME. Par ailleurs, l'ICOM a tenu un stand au MuseumExpo pendant trois jours, qui servait de lieu de rencontre pour les membres de l'ICOM et de point d'information sur les derniers projets et programmes de l'ICOM. ICOM États-Unis a aussi participé à plusieurs sessions et événements, auxquels le président de l'ICOM Hans-Martin Hinz était convié, ce qui lui a permis de s'adresser aux membres améri-

cains. Certains Comités internationaux de l'ICOM ont aussi animé des sessions : ICMAH a proposé un débat autour de la création de *explore-poverty.org*. Dans le cadre du programme *Small Day*, ICR et ICME ont présenté des idées destinées aux musées européens de petite taille. Enfin, le Comité américain du Bouclier bleu, qui travaille sur la protection du patrimoine culturel mondial menacé par des catastrophes humaines et naturelles, a organisé une soirée d'affaires dédiée à la protection des biens culturels en cas de conflit armé, en présence de représentants de l'ICOM. Grâce à ces sessions, l'impact global de l'ICOM et son engagement ont été soulignés, mettant en valeur le travail des membres de l'ICOM. Par ailleurs, des campagnes d'emailing ont été organisées aux États-Unis pour annoncer les événements de l'ICOM et inciter de nouveaux membres à rejoindre le réseau de l'ICOM.

Fidèle à sa stratégie marketing, l'ICOM s'est associé avec le Forum d'Avignon et les événements *Best in Heritage* afin d'accroître sa visibilité. Trois membres de l'ICOM ont participé au Forum d'Avignon, en France, du 15 au 17 novembre 2012, où ils ont été interviewés par des journalistes du monde entier présents sur le site. Lors de la conférence *Best in Heritage* qui s'est déroulée du 27 au 29 septembre à Dubrovnik et a réuni 130 participants issus de 31 pays, le Directeur général de l'ICOM a prononcé un discours sur la déontologie dans le secteur du patrimoine et a activement participé à l'événement.

Afin de renforcer la visibilité de l'ICOM sur Internet, de communiquer les valeurs et les projets de l'ICOM au grand public, et d'informer de futurs membres potentiels sur l'ICOM, une campagne Google Adwords a été lancée en décembre 2012. Elle s'articulait autour de trois volets : deux sur la Conférence générale, et un sur les Listes rouges. Elle doit se poursuivre en 2013. L'ICOM a aussi établi un nouveau partenariat médiatique avec *Le Journal des Arts*, revue d'art bimensuelle lue par les professionnels des musées. Dans le cadre de ce partenariat sur deux ans, l'ICOM contribuera régulièrement par le biais de publicité ou d'articles écrits. Un partenariat similaire a été conclu avec *The Art Newspaper*, qui sponsorise la Conférence générale à Rio.

LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES MUSÉES



Plus de 32 000 musées dans 129 pays ont participé à la Journée internationale des musées 2012. À cette occasion, des conférences, des visites guidées gratuites et des événements nocturnes, des concerts, des ateliers, des programmes éducatifs et des jeux innovants pour tous les âges ont été organisés autour du thème *Les musées dans un monde en mouvement. Nouveaux défis, nouvelles inspirations* par les musées du monde entier mais aussi par les Comités nationaux de l'ICOM, en collaboration avec des institutions culturelles locales.

L'événement organisé par ICOM Côte d'Ivoire a réuni 1 500 participants. Un atelier de formation sur la collecte d'objets ethnographiques a été organisé par ICOM Congo en association avec le Musée national, pour initier de jeunes professionnels des musées à la collecte d'objets d'art et à la création de campagnes publicitaires ; ICOM Togo a organisé une session de formation en dessin pour les écoliers. En Amérique latine, ICOM Argentine et ICOM Mexique ont organisé respectivement une journée d'étude professionnelle et un séminaire. Sous les auspices du ministère de la Culture

et du Patrimoine, ICOM Madagascar a organisé une exposition et un débat sur le thème de la JIM, destiné à sensibiliser la communauté locale et les autorités, et à renforcer leur engagement pour les musées.

ICOM Islande a pris part à la JIM en soutenant les étudiants en muséologie de l'université d'Islande, avec un *Pop-up-Museum* et en Estonie, la Nuit des musées s'est déroulée le 19 mai autour d'un thème commun pour tous les musées : le 100^e anniversaire du Film estonien. Plus de 200 musées étaient ouverts du 18 au 23 mai, et ont accueilli 68 868 visiteurs. ICOM Mongolie a présenté une exposition photo sur la Journée des musées au Musée d'histoire national. La principale commémoration d'ICOM Chine s'est déroulée à Guangxi : la manifestation comprenait un forum académique, une exposition et des activités associées. ICOM Lituanie a participé à la célébration de l'Année des musées dans le pays, et s'est activement engagé à cette occasion dans la programmation d'une Journée internationale des musées de grande envergure en termes de communication. ICOM Pérou et ICOM Chypre ont publié une brochure recensant toutes les activités de la Journée internationale des musées dans leurs pays respectifs, et ICOM Allemagne a créé un site Internet spécial autour de l'événement.

Pour célébrer le 35^e anniversaire de la JIM, l'ICOM a lancé un concours photo *Me in My Museum*, invitant les visiteurs de musée du monde entier à se prendre en photo avec le badge officiel de l'événement. Un jury international a sélectionné la photo gagnante en fonction des critères suivants : la mise en valeur de l'emblème 35 years, l'originalité du lieu, l'énergie et l'enthousiasme des protagonistes posant pour la photo. La photo gagnante a été prise devant le Musée d'art de Tel Aviv, en Israël.

Le président de l'ICOM Hans-Martin Hinz a lancé la JIM depuis le Bahreïn. Il a également assisté au symposium de la JIM et à la célébration à Doha, au Qatar, avec les présidents d'ICOM Qatar, les représentants de l'Autorité des musées du Qatar et des collègues de musées qataris.



DÉVELOPPER L'EXPERTISE DANS LE SECTEUR DES MUSÉES ET DU PATRIMOINE

© Richard Koss

PROMOUVOIR LES NORMES DU DOMAINE MUSÉAL

Le Code de déontologie de l'ICOM pour les musées

Le *Code de déontologie de l'ICOM pour les musées* est une référence mondiale pour les musées et les professionnels des musées du monde entier. La diffusion élargie du code et sa traduction dans de nombreuses langues reflètent son importance non démentie, et son statut en tant que norme de référence de l'ICOM. La publication a été traduite cette année en russe, estonien, roumain, lithuanien, polonais et tchèque. Les traductions du Code de déontologie ont permis d'informer les professionnels des musées ainsi que les autorités locales et académiques et le grand public de ces pays sur les principes muséologiques élémentaires, et

de les appliquer aux contextes nationaux. Par ailleurs, comme il ne restait que peu d'exemplaires de la dernière version, publiée en 2006, le Secrétariat de l'ICOM a profité de cette occasion pour revoir la maquette de la publication, autour d'une combinaison plus sobre de tons bleus et gris, en imaginant une image plus dynamique et rafraîchie qui soit à même de refléter le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui, et le visage dynamique des musées. Le contenu général reste le même, à l'exception de certains éléments caducs, dont l'introduction, les remerciements et la présentation des missions de l'organisation. La nouvelle version du Code

de déontologie de l'ICOM pour les musées est désormais disponible en ligne dans les trois langues officielles de l'organisation.

Une promotion active de la déontologie au niveau international

Des séminaires, des ateliers, des réunions et des programmes de formation ont été organisés tout au long de l'année 2012 par les Comités nationaux, à destination des professionnels des musées. Citons en particulier ICOM Afrique du Sud et ICOM Burkina Faso en Afrique, ICOM France, ICOM Portugal et ICOM Autriche en Europe, et ICOM Guatemala et ICOM Argentine en Amérique latine. Ces événements, souvent organisés en collaboration avec des organes des gouvernements locaux et d'autres organisations culturelles, visent à diffuser les connaissances en réunissant des experts nationaux et internationaux qui rappellent combien il est important que chaque musée soit conscient de ses responsabilités en matière de déontologie muséale.

Par ailleurs, plusieurs Comités nationaux ont fait de gros efforts pour intégrer le Code de déontologie dans la législation de leurs pays. Ainsi, ICOM Danemark s'est efforcé de promouvoir le Code de déontologie en accord avec une nouvelle Loi sur les musées qui a été débattue et adoptée par le Parlement danois. Le Comité travaille actuellement avec l'Agence danoise pour la culture sur une publication couvrant les zones floues de la déontologie dans les musées, destinée aux employés et aux membres des conseils d'administration des musées. ICOM Nouvelle-Zélande a proposé une nouvelle ébauche de *Code de déontologie de Museums Aotearoa*, qui fait référence au Code de déontologie de l'ICOM, et à la version préliminaire du *Code de déontologie pour les musées d'histoire naturelle*, qui doit être révisée lors de la réunion du Conseil exécutif à Rio. ICOM Russie est entré en discussion avec le Ministère de la culture, qui souhaiterait élaborer un Code de déontologie pour les organisations culturelles basé sur le Code de déontologie de l'ICOM. Enfin, il faut aussi signaler le nombre croissant de membres

institutionnels qui enseignent la déontologie dans le cadre des cursus universitaires de muséologie, ce qui contribue à renforcer l'importance du Code au sein du monde académique.

Enfin, dans le cadre de son action dans la lutte contre le trafic illicite de biens culturels, le Secrétariat général de l'ICOM met en avant le Code de déontologie comme le socle intellectuel qui définit sa position et ses actions dans ce domaine. Chaque projet, réunion, et conférence sur la question du trafic illicite de biens culturels représente une nouvelle occasion de défendre activement le Code.

Renforcer la définition des normes pour les musées

Certains comités sont allés plus loin en instaurant des normes de déontologie pour les musées. Par exemple, ICOM Allemagne et le *Koordinierungsstelle Magdeburg* (institution centrale du service public allemand pour la documentation des biens culturels et des biens culturels perdus) ont traduit en allemand la *Liste de contrôle déontologique de l'ICOM* concernant la propriété des biens culturels tandis qu'ICOM Chine a publié le *Code chinois de déontologie pour les personnels des musées* et l'a publié sur son site officiel. Sous les auspices d'ICOM Grèce, la 8^e édition du *Manuel de muséologie* a été publiée.

Enfin, La *Charte pour les musées de la mémoire* produite et approuvée par IC MEMO (mémoires des victimes de crimes publics) à Paris en 2011, a été adoptée par l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (AIMH).

ÉCHANGES PROFESSIONNELS

Les Conférences internationales de l'ICOM

Le travail effectué par les Comités nationaux et internationaux s'est traduit par un nombre croissant de réunions communes organisées tout au long de l'année 2012, ce qui a permis non seulement de développer des synergies, mais aussi de promouvoir une meilleure compréhension de l'importance des normes de l'ICOM, et de renforcer la prise de conscience internationale des enjeux liés à la protection du patrimoine et à la déontologie. En 2012, les Comités internationaux ont organisé au total 32 conférences annuelles dans 21 pays, réunissant plus de 2 200 participants. ICME a réuni 129 participants autour du thème *Réification de la culture, Villages culturels et musées vivants* à Windhoek, en Namibie. La conférence annuelle de CECA a abordé le sujet *Musées et communication écrite, Tradition et innovation*, avec 292 participants réunis dans la capitale arménienne. ICOM (muséologie) a organisé sa réunion à Tunis, en collaboration avec ICOM Tunisie et ICOM Arabe, sur le sujet *Responsabiliser le visiteur : processus, progrès, contestation*. De son côté, ICMS a consacré sa réunion annuelle aux *Menaces pour les collections et l'évacuation des collections en cas de catastrophe ou de menace* à Tbilissi, en Géorgie. La réunion d'INTERCOM sur *Les défis des musées* s'est déroulée à Sydney, en Australie. CIMCIM (instruments de musique), en coopération avec la Société américaine des instruments de musique (AMIS), a organisé sa conférence annuelle sur le sujet *Les instruments exposés deviennent-ils des œuvres d'art ?* à New York. Enfin, la seconde conférence annuelle de COMCOL (collections) a été organisée avec ICMAH (archéologie et histoire) et ICOM Afrique du Sud au Cap. Le thème de la conférence était *Les musées et l'idée de progrès historique*.

Les Alliances régionales se sont aussi montrées très actives, comme ICOM ASPAC (Asie-Pacifique), dont l'Assemblée générale de 2012 s'est déroulée à Wuhan, en Chine, sur le thème

Musées d'aujourd'hui : approches interdisciplinaires, avec plus de 130 participants. La première Rencontre régionale d'ICOM CECA Asie-Pacifique s'est déroulée à Chiba, au Japon, autour du thème *Les possibilités de l'éducation par les musées*, et la 5^e Conférence générale du Réseau des musées européens et asiatiques (ASEMUS) autour du thème *Pédagogie muséale novatrice et durable* s'est tenue à Séoul, en République de Corée. De nombreux Comités nationaux ont également organisé des événements importants : le Festival international des musées *Intermuseum 2012*, co-organisé par ICOM Russie et le Ministère de la culture à Moscou, a réuni près de 2 000 participants autour du thème *Musées et tourisme*. ICOM Brésil en partenariat avec CAMOC, a organisé la *Réunion internationale des musées de villes*, à Rio de Janeiro, sur le thème des politiques culturelles et sociales qui contribuent à la réhabilitation du Musée historique de la ville de Rio de Janeiro en un musée de ville contemporain.

ICOM Israël a organisé *La première convention nationale sur la préservation du patrimoine culturel* pour célébrer le 40^e anniversaire de la Convention sur le patrimoine mondial, tandis qu'ICOM Estonie a fêté son 20^e anniversaire lors de sa réunion annuelle, en passant en revue les activités du comité depuis 20 ans, et en lançant sa page Internet. ICOM Norvège, ICOM Suède, ICOM Finlande, ICOM Danemark et ICOM Islande ont participé à la Réunion annuelle des Comités nordiques de l'ICOM à Helsinki, en Finlande. En collaboration avec ICOM Canada et la Société des musées montréalais, AVICOM (audiovisuel et nouvelles technologies) a organisé une conférence intitulée *Le développement des nouvelles technologies et la naissance de nouveaux métiers de la muséologie* à Montréal, au Canada, en présence de 110 participants, tandis qu'ICOM Espagne a participé à la Conférence annuelle d'ICAMT (architecture), *Produire de la valeur dans les projets de construction des musées : l'expérience espagnole*, qui s'est déroulée à Madrid.

Encourager le dialogue

L'ICOM a été une fois de plus le principal mécène et sponsor de la 12^e édition de *Best in Heritage* à Dubrovnik, en Croatie. Cette rencontre internationale annuelle, qui célèbre les approches innovantes et réussies en matière de patrimoine, a mis en avant des projets de conservation réalisés dans 31 pays, auprès de 133 participants. La 5^e Conférence internationale sur le Musée inclusif, à l'Université des Indes occidentales, à Cave Hill, à la Barbade, sur le thème *Comment l'institution du musée peut-elle être plus inclusive ?*, a montré son engagement à faire de l'inclusion une des priorités de son Plan Stratégique. Enfin, les réunions du Musée international de l'ICOM ont rassemblé plus de 200 membres pendant trois jours, autour de sujets essentiels pour la communauté internationale des musées (la gestion dans un cadre en mutation, le problème mondial du trafic illicite, les musées et l'excellence) et de stratégies pour renforcer les actions futures de l'ICOM. Au cours de la réunion du Comité consultatif, Milan a été désignée comme ville d'accueil pour la Conférence générale 2016 de l'ICOM, grâce à la qualité de la candidature préparée par ICOM Italie.

Activité éditoriale

Les Comités internationaux sont engagés dans une intense activité de publication, à commencer par les actes de leurs conférences, souvent publiés en coopération avec les institutions muséales qui les accueillent, ou d'autres organisations culturelles d'importance. Par exemple, CIMUSET a travaillé sur le livre *Les musées techniques : gardiens du passé et éducateurs pour le futur*, actes de la Conférence de CIMUSET, qui s'est déroulée à Brno, en République tchèque. Le CECA a publié *CECA Best Practice I, un outil pour améliorer l'éducation muséale au niveau international* en trois langues. La publication électronique de CAMOC, *Our greatest Artefact: the City. Essays on cities and museums about them* contenait 14 articles issus des conférences de CAMOC à Istanbul (2009), Shanghai (2010) et Berlin (2011).

ICOM-CC a compilé les actes de la 4^e Réunion intérimaire du groupe de travail dans le livre *The Artist's Process: Technology and Interpretation*, qui étudie le processus artistique représenté dans les œuvres des peintres des XIX^e et XX^e siècles. Les conclusions du projet intitulé *Un nouveau costume ancien pour Bruxelles* et développé par COSTUME ont été rassemblées dans la publication *Habiller un gamin belge vers 1660*. ICLM (musées littéraires) a produit un DVD avec des photos et des concerts, dans le cadre de sa publication *Literature and Music Proceedings of the ICLM Annual Conference 2011 with some papers of ICLM Annual Conference 2010*. GLASS a publié le premier numéro du journal *Reviews on Glass, 2012*, consultable en ligne, et ICOMAM (armes et histoire militaire) a créé le 9^e numéro de son magazine, avec des articles rédigés en anglais et en français. Pour sa part, l'aile latino-américaine d'ICOFOM a travaillé sur le deuxième *Séminaire de recherche en muséologie dans les pays de langue portugaise et espagnole* (« *II Seminario de investigación en museología de los países de la lengua portuguesa y española* ») en portugais et en espagnol. Dans le cadre d'une séance de formation sur les procédures d'urgence pour les musées à Haikou, en Chine, le *Manuel de procédures d'urgence d'ICMS* a été traduit en chinois.

Par ailleurs, les Comités nationaux ont également mené une activité éditoriale intense en 2012, avec la publication de livres, d'articles spéciaux et de traductions de normes de l'ICOM. Ainsi, ICOM Pologne a coédité une nouvelle série de manuels pour les études en muséologie intitulée *Muzeologia* ; 4 volumes ont déjà été publiés et 6 autres doivent paraître. ICOM Géorgie a publié un journal trimestriel intitulé *Spektri*, comportant des informations sur le comité et encourageant ses membres à publier des articles sur le patrimoine culturel et les questions artistiques. Par ailleurs, ICOM Singapour a apporté son soutien à l'ACM (Musée des civilisations asiatiques) en publiant *Innovation and Adaptation: Marine Archaeology in Southeast Asia*, qui est une compilation d'articles présentés lors de la conférence sur l'archéologie sous-marine. ICOM Lituanie, ICOM République tchèque et ICOM Russie ont traduit les *Concepts*

clé de muséologie dans leurs langues locales. Enfin, ICOM Brésil a également formé un partenariat avec ICOM Portugal en vue de produire une édition portugaise pour 2013.

Les comités de l'ICOM publient collectivement environ 165 publications par an. En réponse à la demande des comités en faveur d'un soutien continu pour la production de leurs publications (directives pour la maquette, l'édition, et la révision par des pairs) et en vue d'assister ses comités dans leurs efforts de publication, l'ICOM a rédigé en 2012 un manuel de publication contenant des directives et des règles à respecter par tous les comités pour leurs publications. Ce manuel contient des chartes éditoriales et graphiques, ainsi que des instructions pour la création et la gestion d'un comité de révision par les pairs en accord avec les pratiques exemplaires. Il contient également des informations sur la propriété intellectuelle et d'autres questions juridiques, des exemples de contrats de droits d'auteur, des informations sur la diffusion et des astuces pour promouvoir ces publications, en particulier au sein du réseau de l'ICOM. Le manuel inclut certaines procédures que doivent respecter les comités lorsqu'ils publient des travaux (par exemple, la mise en relation avec le Secrétariat de l'ICOM, les numéros ISBN, les rééditions, les traductions, etc.).

Participer à la recherche dans le domaine muséal

Les groupes de travail des professionnels des musées ont développé de nouveaux projets scientifiques, académiques et numériques tout au long de l'année 2012. Par exemple, ICOM NATHIST (histoire naturelle) travaille de concert avec l'Association mondiale des zoos et des aquariums ainsi que *Botanic Gardens Conservation International* sur le programme en ligne *Platform 2022, the global initiative on the wise use of nature* en vue d'aider les musées à inciter les gouvernements du monde entier à prendre des mesures actives contre le changement climatique. D'autres musées et institutions du monde entier sont invités à les rejoindre. Global Egyptian Museum (<http://www.globalegyptian->

[museum.org](http://www.globalegyptian-museum.org)) se trouve toujours sous l'égide de CIPEG. À l'heure actuelle, 17 musées dans 12 pays sont représentés, avec 14 975 objets librement et complètement consultables. Pour sa part, ICOMAM a participé au développement de *The Art and Architecture Thesaurus* (version hollandaise), qui consistait en une liste de termes et de notices dans le domaine des Uniformes et des Armes tranchantes.

Le projet d'ICTOP *An International Study of Professional Education Offerings for the Museum and Heritage Sector – Towards a Global Understanding* entre dans sa seconde phase, poursuivant son inventaire des sources de formation professionnelle dans le domaine des musées à l'échelle internationale, dans l'idée de mettre à la disposition de la communauté des bases de données, des contacts, des informations, des analyses et des rapports. Citons également les membres institutionnels des comités internationaux dont les efforts sur la recherche locale ont été remarquables en 2012. Ainsi, le groupe de travail mexicain de DEMHIST développe actuellement un inventaire des demeures historiques-musées au Mexique, dans lequel les musées sont classés selon les catégories suggérées par DEMHIST ; le groupe de recherche italien de l'UMAC a présenté au ministère italien de l'éducation, de l'université et de la recherche une proposition de calendrier commun entre 12 universités italiennes, sur le projet *Computer technologies and the new realities for the knowledge, networking and valorization of scientific cultural heritage: the role of the University Museum network* qui durera 24 mois. Un représentant d'ICOMON (monnaie et banques) pour l'Asie occidentale travaille à compiler une liste des musées de la monnaie du monde entier, qui sera publiée sur le site Internet du comité en 2013.

Enfin, ICOM Australie a décidé de financer les déplacements d'un ancien professionnel des musées à la retraite, à Londres et à Bruxelles, afin qu'il poursuive son travail avec COSTUME pour créer une ressource en ligne destinée à soutenir la préservation et la présentation de costumes par les musées communautaires. Le Goethe-Institut à Minsk a organisé, en coopération avec ICOM Biélorussie, ICOM Allemagne et

Tradicia History Service, un groupe de travail et des séminaires sur le thème *Museums as education centers in the 21st century : Project for capacity building of Belarusian museums*. Cette initiative visait à renforcer le rôle des musées biélorusses en tant que centres d'identité nationale et de promotion de la démocratie.

Enfin, CECA a organisé un séminaire à Buenos

Aires, en Argentine, destiné aux éducateurs des musées souhaitant apprendre à développer des activités de recherche.

ICOMMUNITY : LA NOUVELLE PLATEFORME COLLABORATIVE DESTINÉE AUX MEMBRES DE L'ICOM

Afin de favoriser la communication en tenant compte du contexte international, et de développer les échanges au sein de la communauté muséale, l'ICOM a créé ICOMMUNITY, une plateforme collaborative professionnelle réservée à ses membres. La plateforme est un outil moderne et attractif, qui permet une interaction conviviale et un partage des informations. Les actualités, les événements, les rapports par sujets et les tutoriels sont tous consultables en ligne et peuvent être mis à jour par les membres eux-mêmes. Ils alimentent ainsi des débats sur des sujets spécifiques et contribuent à la réflexion continue en

faveur de la formation professionnelle. Depuis son lancement le 30 juin 2012, ICOMMUNITY a été amélioré et élargi pour permettre aux Comités de l'ICOM de bénéficier de cet outil efficace pour réunir la communauté muséale. Les améliorations ont porté essentiellement sur trois fonctions : l'accès à la documentation, un lieu d'échange pour les membres de l'ICOM et les possibilités de collaboration. Près de 10 % des membres de l'ICOM se sont connectés à ICOMMUNITY en 2012, et des centaines d'événements ont été échangés sur la plateforme.



CONSOLIDER LA POSITION MONDIALE DE L'ICOM EN TANT QUE LEADER DANS LE SECTEUR DU PATRIMOINE

©Biophare - Photo Paul Lutherland

LA LUTTE CONTRE LE TRAFIC ILLICITE DES BIENS CULTURELS

Listes rouges : sensibiliser

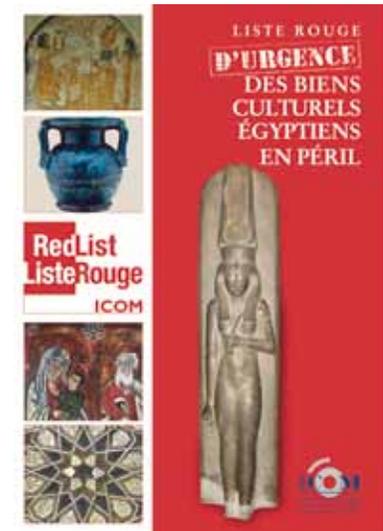
En 2012, l'ICOM a renouvelé son engagement à mener une politique mondiale de lutte contre le trafic illégitime des biens culturels. Cela implique le renforcement des instruments juridiques comme des outils pratiques destinés à diffuser les informations et sensibiliser le public. Les célèbres Listes rouges des biens culturels en péril de l'ICOM sont un bon exemple d'outils pratiques et efficaces à grande échelle. Les autorités, les professionnels et les particuliers s'y réfèrent constamment lorsqu'ils suspectent certains objets de provenir d'une origine illégitime. Les Listes rouges sont utilisées aux frontières par les agents des douanes pour identifier des

biens culturels en péril ; elles ont été consultées par les particuliers et les officiers de police pour interrompre la vente d'objets suspects, et sont même consultées par des acheteurs privés lorsqu'ils se conforment à leur obligation de diligence avant de conclure une vente. Ainsi, il a été reconnu que les Listes rouges de l'ICOM ont facilité l'identification et la saisie de nombreux objets. En 2012, plusieurs artefacts majeurs ont été restitués à leurs pays d'origine grâce aux Listes rouges. Premièrement, 10 statues Nok et une défense sculptée ont été restitués au Nigeria par des autorités de l'Agence américaine de l'immigration et des douanes (ICE) le

26 juillet 2012. Une enquête a été menée suite à la saisie de ces objets par les autorités des douanes locales dans un aéroport français en avril 2010, où ils étaient en route pour être exportés vers les États-Unis. Cet événement majeur pour le patrimoine culturel nigérian est survenu dans le sillage d'une enquête menée par l'Agence, à laquelle l'ICOM a été invité à participer et à partager son expertise. Deuxièmement, l'Office central français de lutte contre le trafic illégitime des biens culturels (OCBC) a spécifiquement déclaré que la *Liste rouge d'urgence des antiquités irakiennes en péril* de l'ICOM lui avait permis de recouvrer et de restituer 13 objets archéologiques irakiens issus de l'ancienne civilisation de la Mésopotamie, datés de 2350 à 1700 av. J.-C. Les objets saisis, deux cônes et plusieurs tablettes d'argile gravées d'une écriture cunéiforme, ont été identifiés par les enquêteurs de l'OCBC par le biais d'un site de vente aux enchères, en raison de leur origine probablement irakienne. Les objets saisis ont été restitués à l'Irak le 3 décembre 2012 lors d'une cérémonie à l'ambassade irakienne de Paris, en la présence de son Excellence l'Ambassadeur d'Irak, de représentants de l'OCBC, du ministère français de la Culture et de l'ICOM.

Un nombre croissant de gouvernements nationaux, notamment britannique et australien, font référence aux Listes rouges de l'ICOM pour se conformer à l'obligation de diligence lors de l'acquisition d'objets culturels. Il faut également citer les Comités nationaux de l'ICOM, qui ont pris de sérieuses initiatives en vue d'établir des réglementations nationales contre le trafic illégitime en coordination avec les organes gouvernementaux. Ainsi, ICOM Afrique du Sud est représenté au sein de l'Unité de protection des espèces en danger en Afrique du Sud, qui est en charge des vols d'œuvres d'art provenant d'Afrique du Sud, et l'ICOM a pris part à une réunion sur *Le développement de compétences et la sensibilisation concernant la lutte contre le trafic illégitime de biens culturels* pour la région de l'Europe du Sud-Est, à Gaziantep, en Turquie. Les participants suivants étaient également présents : le Comité national turc de l'UNESCO, des représentants de la sécurité nationale, d'Interpol et de 11 pays de l'Europe du Sud-Est, le ministère des Douanes et du commerce, les universités et les organisations civiles.

En accord avec sa mission de service public en situation d'urgence, le Secrétariat de l'ICOM, aux côtés de son Groupe d'intervention de secours aux musées en cas de catastrophes (DRTF) et de son Comité international pour l'égyptologie (CIPEG), ont uni leurs ressources afin de surveiller et d'analyser avec autant de précision que possible la situation et les risques encourus par le patrimoine de l'Égypte et les musées et sites du pays, en coopération avec les directeurs des musées nationaux et le ministère des Antiquités d'Égypte. L'ICOM a alors publié la *Liste rouge d'urgence des biens culturels égyptiens en péril* afin d'aider les professionnels de l'art et du patrimoine ainsi que les représentants de la loi à identifier les objets égyptiens qui sont protégés par des réglementations nationales et internationales. Elle a été officiellement présentée pour la première fois au Caire, en Égypte, en février 2012, puis trois mois plus tard lors d'une cérémonie européenne à Hildesheim, en Allemagne.



L'ICOM a préparé de nouvelles Listes rouges en 2012, qui seront publiées en 2013 : afin de renouveler son engagement envers la protection du patrimoine culturel africain en péril, l'ICOM travaille actuellement sur la création d'une Liste rouge spécifique pour l'Afrique occidentale, notamment sur le Mali. En réponse à la situation de conflit en Syrie, une *Liste rouge d'urgence des*

biens culturels syriens en péril doit aussi être publiée en 2013, grâce au soutien du Département d'État des États-Unis d'Amérique. Enfin, une Liste rouge pour la République dominicaine sera lancée en juillet 2013.

Un observatoire international

La Convention de l'UNESCO de 1970 concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicite des biens culturels encourage la conduite d'études par les organisations concernées sur les problématiques liées au mouvement illicite de biens culturels. Dans ce contexte, grâce au financement de la Commission européenne, l'ICOM a lancé en décembre 2012 son projet d'Observatoire international sur le trafic illicite des biens culturels afin de

soutenir la production régulière d'études et de rapports détaillés, en étroite coopération avec un large éventail de partenaires internationaux.

L'Observatoire international assurera une surveillance quotidienne, et la collecte d'informations liées au trafic illicite de biens culturels. Les informations recueillies viendront alimenter un site Internet dédié, accessible au grand public, qui diffusera tous les renseignements disponibles et tiendra lieu de plateforme d'activités pour l'ICOM et ses partenaires engagés dans cette lutte. Ce projet sur trois ans produira une activité de surveillance unique, et les analyses produites devraient permettre la publication du premier Rapport mondial sur le problème international du trafic illicite de biens culturels.

Le lancement du site Internet est prévu pour la fin de l'année 2013, et la publication du Rapport mondial en 2015.

PARTENARIATS STRATÉGIQUES INTERNATIONAUX

ICOM et AFRICOM : des partenaires proches dans le futur

En 2012, l'ICOM a continué à développer et à renforcer ses partenariats stratégiques avec des organisations influentes dans le secteur du patrimoine. Le 1^{er} mai 2012, un Protocole d'entente (MoU) a été signé avec le Conseil international des musées africains (AFRICOM). À l'origine un programme de développement de compétences de l'ICOM pour l'Afrique, il est devenu une Alliance régionale et par la suite une Organisation affiliée de l'ICOM. Grâce à la signature du MoU, AFRICOM pourra représenter les positions et les actions de l'ICOM en Afrique, après consultation avec le Secrétariat général de l'ICOM. L'ICOM et AFRICOM ont convenu de coopérer à travers leurs organes respectifs pour tenter de développer des actions concertées sur des sujets d'intérêt communs : l'établissement de normes de documentation ; la lutte contre le trafic illicite dans les programmes et/ou projets liés au patrimoine, ainsi qu'une campagne destinée à sensibiliser le public et les autorités locales

sur les questions du trafic illicite, de la fraude et de la contrefaçon de documents en Afrique. Mais aussi des séminaires et des sessions de formation ; la promotion de la diversité culturelle et du dialogue interculturel assurée par les politiques culturelles en Afrique ; la promotion de l'intégration régionale africaine grâce aux événements des musées ; la promotion des échanges et l'union des professionnels des musées et du patrimoine dans toute l'Afrique pour le partage des connaissances et de l'expertise ; la prise de mesures pour promouvoir le rôle des musées africains dans les domaines du développement durable, du tourisme culturel, du patrimoine matériel et immatériel ; et l'aide à la coopération internationale africaine par le biais d'approches régionales menées dans les différentes parties du continent.

Partenaires institutionnels travaillant avec l'ICOM

Dans le cadre de son travail sur les différentes Conventions internationales concernant le patrimoine, l'ICOM a poursuivi en 2012 sa coopération étroite avec l'UNESCO. À cet égard, l'UNESCO a officiellement chargé l'ICOM de mener une étude d'évaluation de la muséologie

afin de d'évaluer l'utilité d'un nouvel instrument pour fixer des normes internationales pour les musées, suite à la réunion d'experts qui s'est tenue à Rio de Janeiro en juillet 2012, ainsi qu'un programme de formation aux situations d'urgence au Caire avec le Centre international d'études pour la préservation et la restauration des biens culturels (ICCROM), préparé conjointement par l'UNESCO et l'ICOM.

Partenaires nationaux auprès des Comités nationaux

Plusieurs Comités nationaux de l'ICOM ont aussi noué des partenariats afin de mener à bien diverses initiatives. Par exemple, ICOM Andorre a collaboré avec le Comité national andorran de l'UNESCO (CNAU) pour préparer une série de conférences consacrées au trafic illicite d'œuvres d'art, qui doivent avoir lieu en 2013.

ICOM Argentine a travaillé en étroite collaboration avec le Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS) et l'ICCROM pour diffuser le projet de réorganisation des réserves de musée. ICOM Géorgie s'est associé au Comité national de l'ICOMOS en Géorgie et à l'Association des bibliothèques de Géorgie pour établir le Comité national du Bouclier bleu.

La plupart des Comités nationaux entretiennent également d'étroites relations avec les organes gouvernementaux en charge des politiques culturelles, en participant à des réunions, des ateliers sur les problématiques muséales et en collaborant pour améliorer les programmes muséaux nationaux. ICOM Brésil a fait des propositions pour la loi Rouanet (qui permet aux entreprises d'investir dans la culture et la citoyenneté) et la loi ICMS (loi d'initiatives culturelle au Brésil). ICOM Costa Rica a aidé à préparer la Loi générale sur la culture en participant à des groupes de travail organisés par le ministère de la Culture et de la Jeunesse. Par ailleurs, ICOM Finlande a participé à une réunion préparatoire pour fonder un Comité national qui devra participer au programme de normalisation européenne sur le patrimoine culturel (CEN/TC 346 « Conservation du patrimoine culturel »), et ICOM Grèce

a joué le rôle de conseiller scientifique en sécurité dans un groupe de travail institué par le ministère de la Culture sur cette question.

Les membres du bureau d'ICOM Moldavie ont participé aux débats publics et aux discussions sur le Plan stratégique de politique culturelle 2013-2020 initié par le Ministère moldave de la culture. ICOM Portugal a été très actif dans les politiques muséales nationales, notamment suite à la réforme de l'ancien Ministère portugais de la culture (aujourd'hui Secrétariat d'État) et aux récentes coupes budgétaires dues à la crise financière. De plus, un débat public a été organisé par ICOM Portugal et ICOMOS Portugal sur la réforme du gouvernement portugais qui porte sur la gestion conjointe et la juridiction des musées et des monuments sous une structure unique (Directorat général pour le Patrimoine culturel). ICOM Suisse a présenté ses arguments en faveur de l'importance des musées et des professionnels des musées dans le contexte de la Loi sur la promotion de la culture et des arts suisses. Plusieurs recommandations et idées soumises par ICOM Mongolie pour améliorer la situation des musées à l'heure actuelle ont été approuvées par le Ministère de la culture, du sport et du tourisme. Enfin, ICOM Afrique du Sud a contribué à la Politique de formation pour les professionnels des musées d'Afrique du Sud. ■



SITUATIONS D'URGENCE

L'année 2012 a été malheureusement marquée par diverses catastrophes naturelles et humaines. Afin d'évaluer les dégâts pour le patrimoine culturel, l'ICOM a mis en place des mécanismes institutionnels d'urgence, dirigés par son Groupe d'intervention de secours aux musées en cas de catastrophes (DRTF). Les membres des Comités nationaux et internationaux ont réalisé un travail efficace en rendant compte de ces événements, et ICOM DRTF et le réseau international du Bouclier bleu, présidé par l'ICOM, ont lancé d'importantes actions pour contrôler ces situations. Ils ont ainsi adopté les mesures appropriées, diffusé l'information à travers le réseau, et lancé un appel à la communauté muséale mondiale pour participer à l'évaluation de missions.

CHILI

Les membres du DRTF ont contacté les réseaux nationaux et ont confirmé qu'aucun dégât sur le patrimoine n'avait été rapporté au cours du séisme majeur qui a frappé Talca, au sud de Santiago.

INDONÉSIE

Après le séisme sous-marin survenu dans l'Océan indien à 431 kilomètres au large des côtes de la ville de Banda Aceh, l'ICOM a surveillé et rendu compte de la situation au sein de son réseau, et a pu confirmer que les musées n'avaient subi aucun dégât.

ITALIE

Alors que des églises et d'autres monuments ont été lourdement atteints lors des deux tremblements de terre majeurs survenus dans le nord de l'Italie, le Groupe d'intervention de secours aux musées en cas de catastrophes a surveillé l'événement et, au regard de l'état sécurisé des musées, a décidé qu'il n'était pas nécessaire de commettre d'autres rapports.

MALDIVES

Lorsque le Musée national des Maldives a été vandalisé, supposément par des militants islamistes, l'ICOM a surveillé et rendu compte de la situation en interne, puisque la quasi-totalité des objets exposés datant de l'époque préislamique dans l'archipel de l'Océan indien ont été endommagés sans qu'il soit possible d'envisager des réparations.

MALI

Suite au coup d'état, les trois plus grandes villes du nord du Mali, Kidal, Gao et Tombouctou ont été envahies par les rebelles pendant trois journées consécutives. L'ICOM a aidé les membres du réseau du Bouclier bleu à rédiger une déclaration officielle du Bouclier bleu en mai 2012, et continue de surveiller la situation instable du pays. D'importants dégâts sur les monuments et des attaques contre certains mausolées de Tombouctou ont été signalés. L'ICOM prépare actuellement, en coopération avec la *Smithsonian Institution*, un plan de soutien à la communauté muséale du Mali.

MEXIQUE

Juste après le tremblement de terre qui a frappé le sud du Mexique, l'ICOM a rédigé une Liste d'observation contenant les informations de contact sur les musées et les sites patrimoniaux touchés dans la région. L'ICOM a appelé chacune de ces institutions personnellement afin de recueillir davantage d'informations sur l'état du musée et les possibles pertes et dégâts en termes de personnels et de collections.

SÉNÉGAL

Suite aux confrontations de février à Dakar, et au regard de la situation en Côte d'Ivoire en 2011, l'ICOM a adopté une position préventive en surveillant la situation des institutions patrimoniales. Lorsque la situation s'est stabilisée peu après, aucun rapport supplémentaire n'a été nécessaire, et aucun dégât affectant le patrimoine des musées n'a été signalé.

SYRIE

La situation actuelle a conduit l'ICOM à mener des actions d'étroite surveillance dans le pays. L'ICOM et l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche / Programme d'applications satellitaires opérationnelles (UNOSAT) ont travaillé de concert pour acquérir des images satellite de sites précis du patrimoine culturel et des musées de Syrie, afin de mieux évaluer la situation.

De plus, le Bouclier bleu a publié deux déclarations officielles, en avril et mai 2012, exprimant ses regrets face aux souffrances du peuple syrien et aux dégâts qu'a subi son patrimoine national inestimable, et en rappelant au pays ses responsabilités à l'égard des deux Conventions qu'il a ratifiées : la Convention de La Haye de 1954 et la Convention de 1972 pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel.

La situation en Syrie est source de grandes préoccupations pour la communauté du patrimoine mondial, dans la mesure où la destruction de sites et un pillage intensif ont été signalés. L'ICOM publiera une *Liste rouge d'urgence des biens culturels syriens en péril* en 2013, afin d'empêcher le trafic illicite de biens culturels en provenance de Syrie.

TAÏWAN

Suite au tremblement de terre qui a secoué le sud de Taïwan en février 2012, des dégâts mineurs portant sur les biens culturels ont été rapportés, sans que des victimes soient signalées. Plusieurs membres institutionnels d'ICOM Japon et du DRTF ont contacté Taïwan et ont rendu compte de la situation.



DES PARTENARIATS POUR LE DÉVELOPPEMENT

Soutenir les activités de l'ICOM

Les relations existantes avec les partenaires de levée de fonds ont été renforcées en 2012, tandis que de nouveaux partenariats ont vu le jour.

Par exemple, la Getty Foundation a accordé des bourses pour plusieurs conférences des Comités internationaux de l'ICOM. Elle a accordé 21 bourses afin que des participants puissent assister à la Conférence annuelle de CIDOC à Helsinki, en Finlande ; 23 bourses pour la participation à la Conférence annuelle de CIMAM à Istanbul en Turquie ; et neuf bourses pour la Conférence annuelle d'INTERCOM à Sydney, en Australie, en novembre.

En 2012, l'Union européenne a renouvelé son soutien à l'ICOM en accordant une subvention

de fonctionnement pour la troisième année consécutive, dans le cadre du Programme pour la culture 2007-2013. La bourse a financé des activités de l'ICOM comme l'organisation de la Journée internationale des musées 2012, le Programme de médiation du patrimoine culturel et artistique, le développement de la plateforme numérique ICOMMUNITY, l'organisation des réunions annuelles de l'ICOM et la publication de ses bulletins d'actualité et du magazine *Nouvelles de l'ICOM*. Le programme Turquie-UE a accordé des fonds au Musée de la civilisation anatolienne afin que l'ICOM organise une formation et un séminaire sur la gestion des risques dans les musées. Prévu en juin 2012, la session de formation et le séminaire ont réuni des professionnels des musées de Turquie et de l'Europe du Sud-Est.

Une coopération continue avec le Département d'État des États-Unis d'Amérique, qui a largement soutenu la publication des Listes rouges depuis des années, a rendu possible la publication de la *Liste rouge d'urgence des biens culturels égyptiens en péril* en 2012.

Le ministère français de la Culture et de la Communication a aussi accordé une subvention de fonctionnement pour contribuer à des activités, notamment pour la lutte contre le trafic illicite de biens culturels et l'organisation d'une

réunion avec les directeurs du patrimoine de pays africains à Paris en octobre.

Enfin, un nouveau partenariat a vu le jour avec la Bibliothèque Nationale de France (BNF), qui a validé le projet proposé par l'ICOM visant à numériser les éditions françaises des *Nouvelles de l'ICOM* en remontant à la première édition publiée en 1948. La BNF apporte son soutien en nature sous forme de formation et de numérisation *in-situ*.

DES OUTILS DE GESTION POUR LA TRANSPARENCE ET L'EFFICACITÉ

Mieux servir les membres

La base de données des membres de l'ICOM a été révisée et améliorée en 2012 afin de permettre aux membres de modifier et de mettre à jour leurs informations en ligne. Cette nouvelle version sera mise en place au début 2013. Par ailleurs, la possibilité de s'inscrire et de payer en ligne pour les membres américains a été testée lors de MuseumExpo à la réunion de l'Alliance américaine des musées à Minneapolis en mai 2012.

Pour mieux suivre le nombre de badges distribués annuellement, et conformément à la recommandation de l'auditeur, l'ICOM a autorisé pour la première fois en 2012 la réconciliation des sommes dues avec le nombre de badges envoyés. Ce processus a été appliqué aux plus grands Comités nationaux. Par ailleurs, le fichier répertoriant les badges a été amélioré en 2012, livrant une analyse détaillée des envois et des restitutions, afin de surveiller la circulation des badges et la collecte des cotisations.

Enfin, à travers ICOMMUNITY, un certain nombre d'outils ont été mis à la disposition des Présidents des Comités nationaux, Comités internationaux et Alliances régionales, afin de les assister dans les tâches administratives associées à l'administration de leurs comités. Ces outils seront progressivement améliorés.

Des outils financiers opérationnels

En 2012, plusieurs solutions bancaires pour les Comités internationaux ont été présentées lors des réunions annuelles, en tenant compte des avis des Comités. Ces solutions incluent la possibilité de transférer les comptes bancaires des Comités internationaux vers le système géré par l'ICOM. Ce type de processus permet aux Comités internationaux d'être indépendants et de gérer leurs opérations bancaires de manière professionnelle. Cela devrait aussi permettre l'agrégation des comptes de l'ICOM.

Le Comité pour les finances et les ressources a également émis des recommandations afin de garantir la cohérence des aspects financiers et budgétaires dans l'ensemble du réseau. Le Comité a confirmé que le Secrétariat général était disposé à fournir toute l'assistance nécessaire aux Comités nationaux, afin de sécuriser leurs procédures de collecte des cotisations. Par ailleurs, ils ont accueilli favorablement l'idée d'un fonds de dotation, pour lequel toutes les étapes nécessaires ont été préparées en 2012.

Comprendre le réseau

En 2012, le premier rapport annuel de l'ICOM a été émis pour 2011, incluant les activités des Comités. De plus, les rapports annuels des Comités internationaux ont été distribués aux Présidents des autres Comités internationaux et un résumé des rapports annuels des Comités nationaux a été publié. Cela permet de renforcer

la transparence et la communication, et facilite la collaboration autour de certaines activités.

Tout au long de l'année, un questionnaire a été envoyé à tous les Comités nationaux pour collecter des informations sur leur statut légal

et obtenir une vision globale de leurs activités. Suite à ces réponses, un rapport a été commis en décembre 2012, et présenté au Conseil exécutif.

RENFORCER LA PARTICIPATION AU RÉSEAU

Améliorer les réunions annuelles

Lors de la réunion séparée des Comités nationaux lors de la réunion du Comité consultatif à Paris en juin 2011, une proposition a été approuvée pour établir un groupe de travail chargé de faire un compte-rendu de la réunion et d'émettre des recommandations en vue de son amélioration. Le mandat du groupe de travail et de ses membres a été par la suite confirmé par une lettre du Président de l'ICOM.

Le groupe de travail a commencé par réfléchir à la discussion lors de la réunion de juin 2011 et a identifié des zones de problèmes éventuels. Les membres sont rapidement arrivés à la conclusion que le meilleur moyen d'avancer serait de recueillir les opinions des membres du Comité consultatif par le biais d'un sondage sur Internet. Ils ont rédigé un certain nombre de questions élémentaires en décembre 2011, puis se sont mis au travail sérieusement pour présenter ces questions dans un format approprié pour un sondage en ligne, qui devait être mené dans toutes les langues officielles de l'ICOM. Le sondage a été annoncé le 29 février 2012 et mis à disposition pour une réponse en ligne. Il s'est soldé le 23 mars 2012 avec un total de 56 réponses.

Les résultats ont été présentés au Comité consultatif lors des réunions de juin de 2012 et un groupe de travail a été chargé de débattre des résultats et de proposer des suggestions pour améliorer les réunions annuelles.

S'ouvrir aux partenaires

En 2012, les réunions du Conseil exécutif ont été ouvertes aux partenaires. Par exemple, en 2012, Siebe Weide, Président de NEMO (Réseau des organisations muséales européennes) a assisté à la réunion, tandis que Rudo Sithole, Président d'AFRICOM, a assisté à la réunion de décembre 2012.

Réflexion sur les Statuts de l'ICOM

Un groupe de travail sur les Statuts de l'ICOM a été créé en 2011 et a collaboré tout au long de l'année 2012, afin de remettre un rapport final au Conseil exécutif en décembre 2012, avec des recommandations. Les résultats de ce processus seront présentés au Comité consultatif lors de la Conférence générale.

PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES POUR 2012

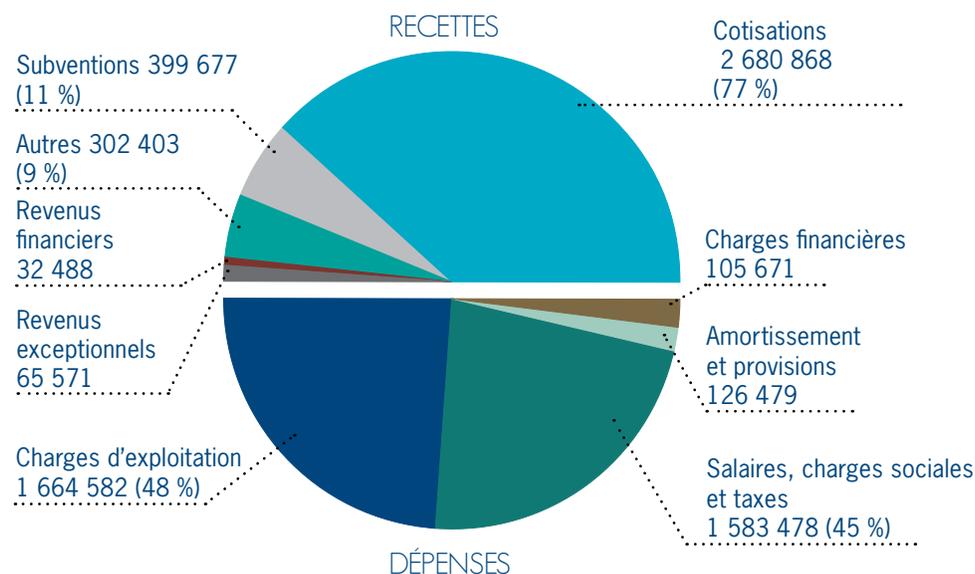
UN RÉSULTAT ÉQUILIBRÉ

L'année 2012 a été marquée par l'agrégation de 28 Comités internationaux au lieu de quatre en 2011, ce qui a amélioré la réalité économique des comptes. Cependant, cela ne permet pas de comparaison avec les comptes des années précédentes.

	2012
Ressources	3 382 948
Moins charges d'exploitation	1 664 582
Moins salaires, charges sociales et taxes	1 583 478
Moins amortissement et provisions	126 479
Résultat d'exploitation	8 409
Revenus financiers	32 488
Moins charges financières	105 671
Résultat financier	-73 183
Résultat exceptionnel	65 571
Résultat final	797
Contributions volontaires en nature	128 967

Tous les chiffres sont exprimés en euros.

RECETTES ET DÉPENSES EN 2012



Tous les chiffres sont exprimés en euros.

RESSOURCES EN DÉVELOPPEMENT

Les cotisations des membres de l'ICOM ont atteint 2 680 868 € en 2012, ce qui représente une hausse de 9,8 %. Cette hausse est essentiellement due à une augmentation du nombre des membres, passé de 29 528 en 2011 à 30 624 en 2012, soit une hausse de 3,7 %.

En 2012, l'ICOM a reçu le soutien des entités suivantes :

- Ministère de la Culture et de la Communication (France): 79 000 €
- UNESCO : 2 000 €
- Département d'État des États-Unis d'Amérique et SIDA : 81 258 €
- Union européenne : 73 605 €
- La Getty Foundation et autres organes ayant financé des activités des Comités internationaux : 157 431 €

CONTRIBUTIONS EN NATURE

Les contributions en nature ont atteint 128 967 € en 2012 et correspondent à la provision des bureaux de l'UNESCO, estimée en fonction de la valeur des bureaux dans cette zone géographique.

AGRÉGATION DES COMPTES

L'agrégation des comptes consiste à réunir les opérations bancaires de plusieurs entités afin d'évaluer la situation économique et financière d'un groupe, ainsi que son actif. L'ICOM a lancé cette opération en 2011 en intégrant quatre Comités internationaux. Des progrès importants ont été réalisés en 2012 avec l'intégration de 24 autres Comités internationaux. Les comptes présentés en 2012 incluent par conséquent les activités d'exploitation du Secrétariat général de l'ICOM et de 28 Comités internationaux.

Avec le soutien de



